

Stéphane Peiry dérape sur internet

L'ancien candidat au Conseil d'Etat qualifie le Centre islam et société de «centre pour terroristes en herbe»



Stéphane Peiry plaide «une tournure de phrase malheureuse».

NICOLAS MARADAN

Université Député UDC et candidat au Conseil d'Etat fribourgeois l'année passée, Stéphane Peiry crée la polémique sur internet. Lundi, il a partagé sur les réseaux sociaux un article du site LesObservateurs.ch consacré au Centre suisse islam et société (CSIS) de l'Université de Fribourg. Dans ce cadre, le démocrate du centre a qualifié l'institut de «centre pour terroristes en herbe».

Des propos qui interviennent peu après les attentats de Londres et de Manchester et qui désolent Astrid Epiney, rectrice de l'université. «Le centre ne forme pas des terroristes comme l'intitulé du commentaire pourrait l'insinuer. Il fait justement tout le contraire en proposant notamment des formations continues pour des musulmans ou d'autres personnes qui travaillent avec des musulmans en Suisse pour une meilleure intégration des personnes de culture ou de religion différentes», insiste-t-elle.

Initiative invalidée

La rectrice ajoute: «Je constate également qu'à ma connaissance Stéphane Peiry n'a jamais participé à des activités du centre et ne l'a pas contacté pour des renseignements. Nous sommes évidemment à sa disposition s'il a des questions.» L'institution va-t-elle déposer plainte pour diffamation? «La question pourrait a priori se poser. Mais nous n'avons encore rien décidé», précise la rectrice.

Pour rappel, le CSIS, inauguré il y a une année, est un institut à cheval entre les Facultés de droit, de théologie et de lettres, qui se veut un centre de compétences traitant des questions actuelles liées à l'islam en Suisse. Son financement est assuré à 40% par la Confédération, à 30% par la Fondation Mercator Suisse, basée à Zurich, et à 30% par l'université. «Dont une partie de virtual money, c'est-à-dire des ressources qui étaient déjà à disposition», précise Hansjörg Schmid, directeur du CSIS.

L'UDC avait combattu l'ouverture du centre par le biais d'une initiative cantonale qui avait récolté plus de 9000 signatures. Mais le texte avait été invalidé en mars 2016 par le Grand Conseil au motif qu'il était contraire à la Constitution fédérale. Verdict confirmé en décembre dernier par le Tribunal fédéral, qui a estimé que l'initiative était discriminatoire car elle ciblait trop exclusivement les musulmans.

«C'est du populisme»

Au niveau politique, les déclarations de Stéphane Peiry sont également accueillies plutôt froidement. «C'est du populisme et de la démagogie à l'extrême», estime Bruno Marmier, président des Verts, qui ajoute: «Malgré tous ses efforts de dédramatisation, la frange blochérienne et xénophobe de l'UDC fribourgeoise montre son vrai visage.» «Nous avons toujours dit que le centre visait à promouvoir l'ouverture et la compréhension des autres religions», renchérit Benoît Piller. Le chef de file socialiste rappelle que les musulmans de Londres, à commencer par le maire de la ville Sadiq Khan, ont fermement condamné l'attentat survenu samedi dernier dans la capitale britannique et revendiqué par le groupe Etat islamique.

De son côté, l'UDC fribourgeoise se distancie des propos tenus par son élu. «Je ne m'identifie pas à ce commentaire. Il s'agit d'une démarche personnelle de la part de Stéphane Peiry», indique son président Ruedi Schläfli. «Je ne peux que dénoncer de telles déclarations. Il est regrettable de faire ainsi un amalgame. D'autant que les propos d'une personne publique ont davantage d'impact. Le centre entend au contraire favoriser la cohésion entre les religions et les cultures», réagit Didier Castella, ancien président du Parti libéral-radical et actuel président du Sénat de l'université.

Au nom du PDC, son président André Schoenenweid ne souhaite pas commenter à chaud les déclarations de Stéphane Peiry. Il précise toutefois que son parti attendra du centre un bilan après ses deux premières années d'activité. A noter qu'en 2014 André Schoenenweid avait cosigné un mandat demandant au Conseil d'Etat d'intervenir auprès de l'université afin qu'elle renonce au CSIS.

Contacté par La Liberté, Stéphane Peiry plaide «une tournure de phrase malheureuse» rédigée dans le contexte de récents attentats choquants. «Je n'accuse personne de terrorisme», assure-t-il. Il précise: «Je ne mets pas en cause la foi de chacun. La majorité des musulmans se comporte correctement et est bien intégrée en Suisse. Mais il y a une minorité qui se radicalise toujours plus.»

Le démocrate du centre souhaite néanmoins que le CSIS soit placé sous surveillance, notamment de la part du Service de renseignements de la Confédération. L'élu UDC a effacé son message controversé hier en fin de matinée.